



SOMMAIRE

- 4 DOSSIER :**
- De la maltraitance à la « bien-traitance » des jeunes en institutions
- 7** • La violence des jeunes à l'égard des personnels
- 8** • Pédophilie et professions éducatives
- 9 TÉLÉVISION**
- 10 SOCIÉTÉ**
- Une association pour trouver un toit
- 11 REGARD**
de Patrick Mignard
- 12 REBONDS**
- 14 CHRONIQUES**
- 15 ANNONCES**
- 19 LIRE**
- 20 SOCIAL ACTUALITÉS**
- 22 FAITS DE SOCIÉTÉ**
- Le suicide, sujet de moins en moins tabou

Photo de couverture : DR

édito

Il faut payer la note !

La maltraitance dans nos services et établissements revêt des formes multiples. Il est évident que la forme la plus manifeste est la violence physique à travers, notamment, les punitions corporelles. Celles-ci ont bénéficié d'une reconnaissance éducative et d'un label thérapeutique pendant longtemps, puis d'une neutralité bienveillante voire d'une complicité coupable qui se perpétuent çà et là encore aujourd'hui. Néanmoins, des progrès considérables ont été réalisés et les violences de personnels à l'égard des enfants — et des usagers en général — tendent à disparaître.

D'autres formes de maltraitance dans les institutions — l'indifférence, l'hospitalisme, la cruauté mentale, l'absence de disponibilité, l'inexistence d'empathie, l'incompétence etc. —, susceptibles de provoquer des préjudices considérables, reculent également sous les effets bénéfiques de la qualification généralisée des professionnels et de l'apport de bénévoles de plus en plus pointus.

Reste une forme de violence que les médias ont propulsée en l'espace de quelque temps au tout premier plan de l'actualité : l'agression sexuelle, et particulièrement celle qui se manifeste à travers la pédophilie. Là, le sentiment que nous nous améliorons est beaucoup moins évident.

On a fait de très gros progrès dans la première et dans la seconde forme de violence, surtout par l'exemple donné. Dans la troisième, du fait de la clandestinité de sa pratique, et depuis la mise en accusation de personnages a priori au-dessus de tout soupçon, l'exemplarité ne peut guère jouer, pour le moment en tout cas. Nous voici, en effet, tous pédophiles potentiels, la suspicion n'épargnant personne. Certes, ce n'est pas une situation très enviable. Mais, sans l'énorme campagne médiatique organisée autour de ce fléau, aurions-nous pu envisager de sortir les victimes — enfants pour la plupart — de leur enfer ? Cette suspicion généralisée — dramatique au demeurant — est probablement le prix à payer après des années de laxisme. La note est salée : défiances et précautions débouchent sur une véritable psychose (voir page 8). Comme toute facture élevée, il faut avoir recours au paiement à tempérament. Ça va donc prendre du temps. Faut-il désespérer pour autant ? Certainement pas. Sauf si l'on se résigne... à tomber de Charybde en Scylla.

André Jonis

N° 431 du 26 février 1998

LIEN SOCIAL - 46 rue Paul Bert - BP 4183 - 31031 Toulouse cedex 4. Tél. : 05 61 80 28 66 - Fax : 05 61 34 29 83 - E. Mail : lien.social@wanadoo.fr
 Directeur de la publication et de la rédaction : André Jonis - Rédacteur en chef : Jean-Luc Martinet - Reportages et dossiers : Guy Benloulou, Françoise Duras, Philippe Gaberan, Joël Plantet, Léo Grenel, Mireille Roques, Jacques Tremintin - Chroniques : Lucien Bargane, J. Marie Servin - Conception artistique et maquette : M-Pierre Mouisset - Assistant : Didier Dubus - Administration : Patricia Fernandez - Chantal Barcelo - Publicité : Annick Estève - Dessins : Jiho, Lefred Thouron - Principaux associés : André Jonis, Jean-Luc Martinet. Fabrication : Imprimerie 34 - Toulouse - LIEN SOCIAL - Hebdomadaire - SARL au capital de 50 000 F. Gérant : André Jonis - Abonnement : 495 F/an pour 45 n° - Commission paritaire : 70632 - ISSN 0994 - 1819 - N° SIRET 347 557 688 00012 - code APE 221 E - Dépôt légal à parution